

Débat de politique départemental

Des services publics forts en Seine-Maritime comme ailleurs : « quoi qu'il en coûte »

Intervention de Stéphane BARRE

Cette crise sanitaire inédite est venue souligner combien nos services publics et ses agents publics étaient précieux.

Elle est venue également nous enseigner combien les politiques libérales successives visant à les affaiblir, à les rationner, à les regrouper, à les détourner de leurs missions essentielles furent et demeurent irresponsables.

Enfin, pour ceux qui l'avaient oublié, elle est venue rappeler ce qu'était un service public : un service dont l'objectif est de satisfaire un besoin d'intérêt général, reposant sur la continuité, l'égalité d'accès des usagers et la mobilisation de moyens adaptés aux besoins à couvrir.

Depuis mars, chacun félicite les agents publics pour leur action cruciale, à l'hôpital bien sûr, dans les EHPAD, dans nos services de secours et de sécurité, dans nos communes et départements.

Comme pour apaiser une mauvaise conscience, on promet à toutes ces femmes et ces hommes en première ligne de front dans cette crise, qui ont dû exposer leur propre santé, adapter leur vie personnelle et familiale, des primes, des médailles, on ne tarit pas d'éloge à leur égard.

Mais peu nombreux sont les dirigeants politiques à procéder leur examen de conscience en leur affirmant : je vous ai compris. Demain ne ressemblera plus à hier.

Car depuis des années dans notre pays, nos services publics longtemps considérés comme les bijoux de notre République sociale, sont maltraités, démantelés, fusionnés ou privatisés au nom d'un dogme qui vise à favoriser le marché, à abaisser la dépense publique, à considérer le fonctionnaire comme un nanti.

Alors même que les fonctionnaires voient leur pouvoir d'achat régresser d'année en année en raison du gel durable du point d'indice servant au calcul de leur traitement.

Quant au « tout marché » et à ses promoteurs, j'espère qu'ils se seront aperçus que sans intervention publique, le marché n'est plus rien car il ne sert plus à rien.

Et que dire de nos services publics qui ont été détourné de leurs missions pour entrer au service des logiques de rentabilité financière ?

Nous l'avons vu avec le service public postal particulièrement à la peine pour maintenir ses missions. L'augmentation considérable du recours à l'intérim et des emplois précaires en lieu et place des emplois titulaires au cours de la dernière décennie expliquant en partie cette situation chaotique.

Depuis des années, les fonctionnaires doivent descendre dans les rues, se mobiliser, engager des mouvements sociaux pour obtenir les moyens de faire correctement leur travail et de bénéficier d'une rémunération à la juste hauteur de leur utilité, de leur engagement.

Cette crise n'est pas encore terminée, qu'ils doivent encore y retourner.

A moins de considérer que toute cette crise ne serait que la faute à « pas de chance », il est grand temps de changer de modèle économique, de rompre avec les politiques libérales en vigueur, pour fonder une société basée sur l'humain et l'environnement, d'abord et avant tout.

Car qui est en première ligne de la gestion de cette crise et, à l'autre bout, qui en payent les conséquences ? Ceux qui figurent parmi les plus bas salaires. Pendant que d'autres, bien protégés, engrangent les profits.

Au sein de notre Conseil départemental, nous vous alertons séance après séance, sur les justes revendications des fonctionnaires, sur la nécessité de conforter nos services publics, de préserver leur indispensable proximité.

Nous continuerons pour notre part d'intervenir pour des embauches de médecins par le Département, la création de centres de santé, le renforcement des moyens de nos EHPAD, un soutien conséquent au secteur de l'aide à domicile, à l'Education, bref tout ce qui fonde nos services publics de proximité. Des services dont la crise a révélé une nouvelle fois l'impérieuse utilité !

Et que l'on ne vienne plus nous parler de charge, de coût, d'optimisation, de rationalisation. Cette crise sanitaire dramatique a démontré que sans nos agents publics, rien de va plus.

Désormais l'objectif est une priorité absolue à donner, à tous les étages de notre organisation territoriale, aux services publics. « Quoi qu'il en coûte » pour reprendre l'expression d'Emmanuel Macron dans son appel général à la mobilisation contre le Covid-19.

Car avec des services publics forts, on s'en sort mieux.

Des services publics forts cela implique des moyens budgétaires à la hauteur des besoins à couvrir bien entendu. Mais cela implique également le respect de ce qu'est un service public pour cesser de faire ressembler nos services publics à ce qu'ils ne sont pas : des services réservés à certains publics.

Cela implique également de respecter le statut de la fonction publique et d'arrêter de vouloir au nom d'une prétendue équité, harmoniser par le bas, salariés du privé et agents publics.

De ce point de vue, les délibérations soumises tout à l'heure à notre examen pour ouvrir plus encore les vannes de la précarité et des recrutements à durée déterminée au sein de notre collectivité, nous font craindre que vous n'ayez pas encore tiré tous les enseignements de ce que venons de vivre.

Le système dans lequel vous vous inscrivez est pourtant à bout de souffle. Il craque de partout.

Pour conclure, nous saluons bien évidemment l'engagement sans faille des agents de notre collectivité, d'autant plus facilement que nous sommes à leurs côtés pour revendiquer depuis des années.

Que ce soit pour assurer leurs missions de première nécessité ou pour pallier aux carences de l'Etat, aux engagements sans acte concret d'un Gouvernement qui a trop souvent laissé les collectivités se débrouiller, aux prises avec des consignes contradictoires.

Ils ont fait honneur au service public, qu'ils en soient remerciés et autrement que par une simple prime.

Quant à notre Conseil et à sa majorité, nous regrettons que vous ayez cru bon d'appliquer en partie les retenues de congés et de RTT pendant la période de confinement à certains agents en autorisation spéciale d'absence.

Nous regrettons également votre refus de répondre à notre proposition de couvrir les frais engagés par les collègues pour tenir les protocoles sanitaires imposés pour la réouverture des établissements. Une goutte d'eau dans notre budget, d'autant qu'en cette période des dépenses n'ont pas été engagées.

Deux décisions qui auraient mérité une suite positive surtout dans cette période marquée par un engagement fort et de tous les instants des agents et services de notre collectivité.